Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 23 del 28 gennaio 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 28 gennaio 1989** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 6

LEGGE 2 gennaio 1989, n. **16.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, con scambi di lettere, firmato a Roma il 17 ottobre 1985.

LEGGE 2 gennaio 1989, n. **17.**

Adesione dell'Italia alla convenzione sulla conservazione delle risorse marine viventi in Antartide, adottata a Canberra il 20 maggio 1980, e sua esecuzione.

LEGGE 2 gennaio 1989, n. **18.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione turistica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica argentina, firmato a Buenos Aires il 20 dicembre 1985.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 2 gennaio 1989, n. 16.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, con scambi di lettere, firmato a Roma il 17 ottobre 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, con scambi di lettere, firmato a Roma il 17 ottobre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 gennaio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORD

entre

LA REPUBLIQUE ITALIENNE

et

LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION RECIPROQUES

DES INVESTISSEMENTS

:-:-:-:-:-:-:

La République Italienne

d'une part,

et

La République Tunisienne

d'autre part,

dénommées ci-après "Parties Contractantes"

- désireuses de renforcer leurs relations économiques et d'intensifier la coopération entre les deux Pays en vue de favoriser leur développement ;
- convaincues qu'une protection des investissements en vertu d'un accord bilatéral est susceptible de stimuler l'initiative économique privée et d'accroître la prospérité des deux Pays ;

2 - Libreria - Suppl. ord. G.U. n. 23.

- conscientes de la nécessité d'accorder un traitement équitable et raisonnable aux investissements des personnes physiques et morales ressortissantes de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

Au sens du présent Accord :

1). - par "investissements"on entend les avoirs de toutes natures constitués ou reconnus en conformité avec les lois et règlements de chaque Partie Contractante, notamment, quoique, non exclusivement ;

a) la propriété de biens immeubles ou meubles, ainsi que tout autre droit réel, tels que : hypothèques, privilèges, nantissements, usufruit et droits analogues ;

b) les quote-parts de sociétés et autres formes de partecipation ;

c) les créances pécuniaires, ainsi que toute prestation à titre onéreux découlant d'un contrat ;

d) les droits d'auteur, de proprieté industrielle, y compris les marques, les processus techniques, le know-how et les dénominations commerciales ;

e) les concessions légales, y compris celles relatives à la recherche, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.

2) L'expression "revenus" indique les montants dérivant d'un investissement, pour une période déterminée, au titre de profits, intérêts, bénéfices de capital, dividendes, redevances, émoluments et autres profits légitimes ;

3) L'expression "ressortissant" indique :

a) Pour la République Tunisienne :

Les personnes physiques de nationalité Tunisienne ainsi que toute personne morale, ayant son siège social sur le territoire de la République Tunisienne et constituée conformément à ses lois et règlements, qui effectuent des investissements dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

b) Pour la République Italienne :

Les personnes physiques de nationalité Italienne ainsi que toute personne morale ayant son siège social sur le territoire de la République Italienne et constituée conformément à ses lois et règlements, qui effectuent des investissements dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

4) L'expression "territoire" indique :

- en ce qui concerne la République Tunisienne
  le territoire de la République Tunisienne
- en ce qui concerne la République Italienne
  le territoire de la République Italienne.

ARTICLE 2

1) Chaque Partie Contractante encouragera les ressortissants de l'autre Partie Contractante à investir des capitaux sur son territoire, fera son possible pour créer les conditions favorables à ces investissements et, sous réserve de son droit d'excercer les pouvoirs qui lui sont conférés par sa législation, autorisera l'entrée desdits capitaux.

2) Les investissements effectués dans les conditions fixées par la législation nationale de chaque Partie Contractante bénéficieront d'un traitement équitable et raisonnable.

ARTICLE 3

1) Le traitement accordé aux investissements effectués par des ressortissants de chaque Partie Contractante ne sera pas moins favorable que celui octroyé aux investissements des ressortissants de tout Pays tiers.

2) Le traitement accordé aux activités relatives aux investissements de chaque Partie Contractante pour ce qui est de la gestion, l'utilisation et la jouissance de leurs investissements ne sera pas moins favorable que celui accordé aux mêmes activités relatives à des investissements de tout Pays tiers.

3) Le traitement sus-mentionné ne s'appliquera pas aux avantages accordés aux ressortissants d'un Pays tiers par chaque Partie Contractante, du fait soit de l'appartenance de cette Partie Contractante à une Union Douanière, Communauté Economique fondée sur une Union Douanière et Zone de libre échange soit de la conclusion de tout autre traité établissant une coopération fondée sur une complémentarité économique régionale ou des accords bilatéraux portant sur des opérations spécifiques ou pour faciliter les échanges frontaliers ou pour éviter la double imposition fiscale.

ARTICLE 4

1) Les investissements des ressortissants de chaque Partie Contractante jouiront d'une protection adéquate dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

2) Les investissements effectués par les ressortissants de chaque Partie Contractante ne pourront être expropriés ou nationalisés ou assujettis à des mesures analogues dans le territoire de l'autre Partie Contractante que pour des raisons d'utilité publique et contre indemnisation. L'indemnité devra être adéquate, correspondre à la valeur effective de l'investissement au moment de l'expropriation, être versée sans délai indû et librement transférable en devises convertibles au taux de change officiel applicable à la date du transfert. Le transfert doit être effectué dans un délai ne dépassant pas les trois mois à partir de la date de dépôt d'un dossier

complet constitué conformément à la règlementation des changes de chaque Partie Contractante.

La légalité de l'expropriation et le montant de l'indemnité devront pouvoir être soumis et vérifiés, à la demande de la partie intéressée, par le Tribunal compétent du Pays où l'investissement aura été réalisé.

3) Si les investissements des ressortissants de chacune des Parties Contractantes devaient subir des pertes du fait de guerre, autres conflits armés, états d'urgence, ou autres événements analogues dans le territoire de l'autre Partie Contractante, le traitement par cette dernière en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou toute autre forme de règlement ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres ressortissants ou aux ressortissants de tout Pays tiers.

ARTICLE 5

1) Chacune des Parties Contractantes assurera le libre transfert dans toute monnaie convertible, au taux de change officiel applicable à la date de transfert et sans délai indû, conformément à ses lois et règlements :

a) - des bénéfices nets, dividendes, honoraires d'assistance et de services techniques, intérêts, et tous autres revenus courants afférents aux investissements des ressortissants de l'autre Partie Contractante ;

b) - des redevances dérivant des droits incorporels précisés aux lettres d) et e) de l'alinéa 1 de l'article 1 ;

c) - des échéances de remboursement de prêts destinés à une participation directe aux investissements ;

d) - du produit de la cession totale ou partielle et ou liquidation de l'investissement, ainsi que tout règlement consécutif aux évements mentionnés au paragraphe 3 de l'Article 4 ,

e) - des rémunérations des ressortissants de l'autre Partie Contractante qui sont autorisés à travailler sur son territoire en rapport avec un investissement.

2) Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder aux transferts visés au paragraphe 1) du présent Article un traitement non moins favorable que celui accordé aux transferts émanant d'investissements effectués par des ressortissants de tout Pays tiers.

ARTICLE 6

Au cas où une Partie Contractante aurait accordé toutes les formes de garantie contre des risques non commerciaux, par rapport à un investissement effectué par ses ressortissants dans le territoire de l'autre Partie Contractante, et aurait effectué des paiements en faveur desdits ressortissants sur la base d'une garantie, l'autre Partie Contractante reconnaîtra le transfert des droits et obligations de ces ressortissants à la première Partie Contractante, et la subrogation de la première Partie Contractante dans ces droits et obligations.

Les droits et obligations subrogés de la première Partie Contractante n'excèderont point les droits et obligations originaires du ressortissant. Pour ce qui est du transfert des paiements à effectuer à la Partie Contractante, à la suite de ladite subrogation, seront appliqués respectivement les article 4 et 5.

ARTICLE 7

Si le traitement octroyé par une Partie Contractante aux ressortissants de l'autre Partie Contractante conformément à ses lois en règlements ou ententes contractuelles avec ces ressortissants est plus favorable que celui prévu par cet Accord c'est le traitement le plus favorable qui sera octroyé.

ARTICLE 8

Chacune des Parties Contractantes accepte de soumettre au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements, en vue d'un règlement par conciliation ou arbitrage conformément à la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965, tout différend d'ordre juridique entre ladite Partie Contractante et un ressortissants de l'autre Partie Contractante relatif à un investissement effectué par ledit ressortissant sur le territoire de la première Partie Contractante concernée.

Tout différend entre l'une des deux Parties Contractantes,et un ressortissant de l'autre Partie Contractante, relatif à un investissement objet du présent Accord, qui ne relève pas de la compétence du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements, sera soumis à un tribunal d'arbitrage international ad hoc aux fins de jugement [illegible]

Cette procédure d'arbitrage et de conciliation [illegible] renonciation par ledit ressortissant à son droit [illegible] préalable les recours aux juridictions internes.

ARTICLE 9

1) - Les différends entre les Parties Contractantes [illegible] l'interprétation et de l'application de cet Accord seront réglés dans la mesure du possible, moyennant des consultations amicales entre les deux Parties par la voie des canaux diplomatiques.

2) - Si les différends ne pouvaient être réglés dans les six mois à compter de la date à laquelle chaque Partie Contractante informe par écrit l'autre Partie Contractante, ils seront soumis pour règlement, à la demande de l'une des Parties Contractantes, à un Tribunal arbitral international ad hoc.

3) - Le Tribunal arbitral international ad hoc sus-mentionné sera composé de la sorte:

Le Tribunal arbitral se compose de trois arbitres. Chaque Partie Contractante désigne un arbitre ; les deux arbitres proposent

d'un commun accord le troisième arbitre, devant être ressortissant d'un pays tiers ayant des relations diplomatiques avec les deux Parties Contractantes. Le troisième arbitre sera nommé Président du Tribunal par les deux Parties Contractantes.

4) - Si les nominations des membres du Tribunal arbitral, [illegible] pas avoir lieu dans une période de six mois à comp er de la date de la demande d'arbitrage, chaque Partie Contractante peut, faute de toute autre entente, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice, à pourvoir aux désignations nécessaires. Au cas du le Président de la Cour ait la nationalité d'une des Parties Contractantes, ou ne soit pas à même de pourvoir à la désignation pour d'autres raisons, cette tâche sera confiée au Vice-Président de la Cour ou au Juge ayant le plus d'ancienneté et qui ne soit pas ressortissant d'aucune des Parties Contractantes.

5) - Le Tribunal d'arbitrage fixera sa procédure. Le Tribunal d'arbitrage rend ses décisions en se basant sur les dispositions du présent Accord et des autres accords similaires conclus par les Parties Contractantes ainsi que selon les principes et règles générales du droit International.

Le Tribunal d'arbitrage rend ses décisions à la majorité des voix. Avant de prononcer la décision, le Tribunal peut, dans chaque phase du litige, proposer à l'agrément des Parties Contractantes, un règlement à l'amiable des différends. Les décisions du Tribunal arbitral sont définitives et obligatoires pour les Parties Contractantes.

6) - Chaque Partie Contractante prendra à sa charge les frais relatifs à son membre et à son avocat plaidant, dans les procedures d'arbitrage. Le coût relatif au Président et les coûts restants seront à la charge, en parties égales, des deux Parties Contractantes.

ARTICLE 10

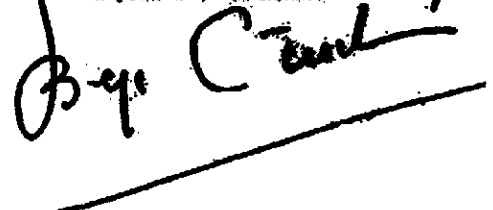
Les dispositions de cet Accord seront applicables indépendamment de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires.

ARTICLE 11

1) - Cet Accord entrera en vigueur trois mois après que les Parties Contractantes se seront notifiées le parachèvement de leurs procédures intérieures respectives. Il restera en vigueur pour une période de dix ans, et successivament pour une ultérieure période de cinq ans, et ainsi de suite, à moins d'une dénonciation écrite, de la part de chacune des Parties Contractantes, une année avant son expiration.

2) - Par rapport aux investissement effectués avant la date d'échéance de cet Accord, les dispositions des articles de 1 à 10, continueront d'être en vigueur pour une période ultérieure de 10 ans à compter de la date d'expiration de cet Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, le 17 octobre 1985, en double exemplaire en langue française.

POUR
LA REPUBLIQUE ITALIENNE

POUR
LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

TESTO DELLE LETTERE

Ministro degli Affari Esteri

Rome, le 17.10.1985

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que les dispositions de l'Accord précité seront étendues, dans les termes de l'agrément de ces investissements, à ceux réalisés dans l'un des deux Pays antérieurement à l'entrée en vigueur dudit Accord, en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Giulio ANDREOTTI)

Son Excellence
Monsieur Béji CAID ESSEBSI
Ministre des Affaires Etrangères
de la République Tunisienne

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Le Ministre
des Affaires Etrangères

ROME, le 17 - 10 - 85

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser une lettre rédigée dans les termes suivants :

"Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que les dispositions de l'Accord précité seront étendues, dans les termes de l'agrément de ces investissements, à ceux réalisés dans l'un des deux Pays antérieurement à l'entrée en vigueur dudit Accord, en conformité avec la législation et la règlementation en vigueur dans chacun des deux Pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération".

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Béji CAID ESSEBSI)

S. E.
Monsieur Giulio ANDREOTTI
MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE ITALIENNE

'Ministro degli Affari Esteri

Rome, le 17.10.1985

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que l'Accord s'appliquera également aux investissements effectués par des ressortissants d'une Partie Contractante dans les espaces maritimes relevant de la souveraineté et/ou de la juridiction de l'autre Partie conformément au droit international et à ses lois et règlements internes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Giulio ANDREOTTI)

Son Excellence
Monsieur Béji CAID ESSEBSI
Ministre des Affaires Etrangères
de la République Tunisienne.

1 - Libreria - Suppl. ord. *G.U.* n. 23

Le Ministre
Affaires Etrangères

ROME, le 17 - 10 - 85

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser une lettre rédigée dans les termes suivants :

"Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que l'Accord s'appliquera également aux investissements effectué par des ressortissants d'une Partie Contractante dans les es paces maritimes relevant de la souveraineté et/ou de la juri diction de l'autre Partie conformément au droit internationa et à ses lois et règlements internes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération."

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Béji CAID ESSEBSI)

S. E.
Monsieur Giulio ANDREOTTI
MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE ITALIENNE

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA TUNISINA PER LA RECIPROCA PROMOZIONE E PROTEZIONE DEGLI INVESTIMENTI

La Repubblica Italiana

da una parte,

e

La Repubblica Tunisina dall'altra,

qui di seguito denominate "Parti Contraenti"

- desiderose di rafforzare i loro rapporti economici e di intensificare la cooperazione tra i due Paesi per favorire il loro sviluppo;
- convinte che una protezione degli investimenti in virtù di un accordo bilaterale possa stimolare l'iniziativa economica privata ed accrescere la prosperità dei due Paesi;
- consapevoli della necessità di concedere un trattamento equo e ragionevole agli investimenti delle persone fisiche e degli Enti morali che abbiano la nazionalità di una delle Parti Contraenti, sul territorio dell'altra Parte Contraente hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Ai sensi del presente Accordo:

1) - per "investimento" s'intendono gli averi di qualsiasi natura costituiti o riconosciuti in conformità alle leggi ed ai regolamenti di ciascuna Parte Contraente, in particolare, anche se non esclusivamente:

a) la proprietà di beni mobili o immobili, nonché ogni altro diritto reale quali ipoteche, privilegi, pegni, usufrutti e diritti analoghi;

b) le quote di partecipazione di società e altre forme di partecipazioni;

c) i crediti in denaro, nonché ogni prestazione a titolo oneroso derivante da un contratto;

d) i diritti d'autore, di proprietà industriale, ivi compresi i marchi, i procedimenti tecnici, il Know-how e le denominazioni commerciali;

e) le concessioni legali, ivi comprese quelle relative alla ricerca, all'estinzione e allo sfruttamento di risorse naturali.

2) - L'espressione "proventi" indica gli importi derivanti da un investimento, per un determinato periodo, a titolo di profitti, interessi, benefici di capitale,

dividendi, canoni, emolumenti e altri legittimi profitti;

3) - l'espressione "cittadino" indica:

a) Per la Repubblica Tunisina

Le persone fisiche di nazionalità tunisina, nonché ogni ente morale, con sede sociale sul territorio della Repubblica Tunisina, e costituito in conformità alle sue leggi e regolamenti, che effettuino investimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente.

b) Per la Repubblica Italiana

Le persone fisiche di nazionalità italiana, nonché ogni ente morale con sede sociale sul territorio della Repubblica Italiana, costituito in conformità alle sue leggi e regolamenti, che effettuino investimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente.

4) - L'espressione "territorio" indica:
- per quanto concerne la Repubblica Tunisina, il territorio della Repubblica Tunisina
- per quanto concerne la Repubblica Italiana, il territorio della Repubblica Italiana.

ARTICOLO 2

1) - Ciascuna Parte Contraente incoraggerà i cittadini del l'altra Parte Contraente ad investire capitali sul suo territorio, farà quanto possibile per creare condizioni favorevoli per i predetti investimenti, e, fatto salvo il suo diritto ad esercitare i poteri che le sono conferiti dalla propria legislazione, autorizzerà l'entrata dei predetti capitali.

2) - Gli investimenti effettuati alle condizioni fissate dalla legislazione nazionale di ciascuna Parte Contraente beneficieranno di un trattamento equo e ragionevole.

ARTICOLO 3

1) - Il trattamento accordato agli investimenti effettuati da cittadini di ciascuna Parte Contraente non sarà meno favorevole di quello accordato agli investimenti dei cittadini di qualsiasi Paese Terzo.

2) - Il trattamento accordato alle attività relative agli investimenti di ciascuna Parte Contraente per quanto riguarda la gestione, l'utilizzazione e la fruizione

dei loro investimenti non sarà meno favorevole di quello concesso ad analoghe attività relative ad investimenti di qualsiasi Paese Terzo.

3) - Il trattamento summenzionato non sarà applicato ai vantaggi concessi ai cittadini di un Paese Terzo da ciascuna Parte Contraente, per il fatto dell'appartenenza della predetta Parte Contraente ad un'Unione Doganale, ad una Comunità economica basata su un'Unione Doganale e zona di libero scambio, o a seguito della stipula di qualsiasi altro Trattato che stabilisca una cooperazione basata su di una complementarietà economica regionale, o di accordi bilaterali relativi ad operazioni specifiche o volti ad agevolare gli scambi frontalieri, o ad evitare la doppia imposizione fiscale.

ARTICOLO 4

1) - Gli investimenti dei cittadini di ogni Parte Contraente godranno di un'adeguata protezione nel territorio dell'altra Parte Contraente.

2) - Gli investimenti effettuati dai cittadini di ciascuna Parte Contraente non potranno essere espropriati o nazionalizzati o sottoposti ad analoga misura nel

territorio dell'altra Parte Contraente tranne che per ragioni di pubblica utilità e contro indennizzo. L'indennizzo dovrà essere adeguato, equivalente al valore effettivo dell'investimento al momento dell'esproprio, essere versato senza indebiti ritardi, e liberamente trasferibile in valute convertibili al tasso di cambio ufficiale applicabile alla data del trasferimento. Il trasferimento dovrà essere effettuato entro un termine non superiore a tre mesi dalla data di deposito di un fascicolo completo, conforme al regolamento dei cambi di ciascuna Parte Contraente.
La legalità dell'esproprio e l'importo dell'indennizzo dovranno poter essere presentati e controllati, su domanda della parte interessata, dal Tribunale competente del Paese nel quale l'investimento sia stato realizzato.

3) - Qualora gli investimenti dei cittadini di ciascuna Parte Contraente dovessero subire perdite a causa di guerre, altri conflitti armati, situazioni di emergenza, o altri analoghi avvenimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente, il trattamento da parte di quest'ultima per tutto quanto riguarda la restituzione, l'indennizzo, il compenso o ogni altra forma di regolamento non sarà meno favorevole di quello che detta Parte Contraente concede ai suoi cittadini o ai cittadini dei Paesi Terzi.

ARTICOLO 5

1) - Ciascuna delle Parti Contraenti assicurerà il libero trasferimento, in qualsiasi valuta convertibile, al tasso di cambio ufficiale applicabile alla data del trasferimento e senza indebiti ritardi, in conformità alle sue leggi e regolamenti:

a) - dei benefici netti, dividendi, emolumenti di assistenza e di servizi tecnici, interessi, e ogni altro profitto ordinario attinenti agli investimenti dei cittadini dell'altra Parte Contraente;

b) - dei canoni derivanti dai diritti incorporei specificati alle lettere d) ed e) del comma 1° dell'articolo 1;

c) - del rimborso dei prestiti destinati ad una partecipazione diretta agli investimenti;

d) - dei proventi della cessione totale o parziale e/o liquidazione dell'investimento, nonché di ogni regolamento successivo agli eventi citati al paragrafo 3 dell'articolo 4;

e) - delle retribuzioni dei cittadini dell'altra Parte Contraente, che sono autorizzati a lavorare sul suo territorio nell'ambito di un investimento.

2) - Ciascuna delle Parti Contraenti s'impegna a concedere ai trasferimenti di cui al paragrafo 1) del presente Articolo, un trattamento non meno favorevole di quello concesso ai trasferimenti risultanti da investimenti effettuati da cittadini dei Paesi Terzi.

ARTICOLO 6

Qualora una Parte Contraente abbia accordato ogni forma di garanzia contro rischi non commerciali, riguardo ad un investimento effettuato dai suoi cittadini nel territorio dell'altra Parte Contraente, ed abbia effettuato pagamenti a favore dei predetti cittadini in base ad una garanzia, l'altra Parte Contraente riconoscerà il trasferimento dei diritti ed obblighi di detti cittadini alla prima Parte Contraente, e la surrogazione della prima Parte Contraente in tali diritti ed obblighi.

I diritti ed obblighi surrogati della prima Parte Contraente non supereranno i diritti ed obblighi

originari del cittadino. Per quanto riguarda il trasferimento dei pagamenti da effettuarsi alla Parte Contraente, a seguito di detta surrogazione, saranno applicati rispettivamente gli articoli 4 e 5.

ARTICOLO 7

Qualora il trattamento concesso da una Parte Contraente ai cittadini dell'altra Parte Contraente, in conformità alla sue leggi e regolamenti o intese contrattuali con detti cittadini, sia più favorevole di quello previsto dal presente Accordo, verrà concesso il trattamento più favorevole.

ARTICOLO 8

Ciascuna delle Parti Contraenti accetta di sottoporre al Centro Internazionale per la composizione delle controversie relative agli investimenti, in vista di una composizione mediante conciliazione o arbitrato in conformità alla Convenzione per la composizione delle controversie relative agli Investimenti tra Stati e cittadini di altri Paesi, aperta alla

firma a Washington il 18 marzo 1965, ogni controversia di natura giuridica tra la suddetta Parte Contraente ed un cittadino dell'altra Parte Contraente, relativa ad un investimento effettuato dal predetto cittadino sul territorio della prima Parte Contraente interessata.

Ogni controversia tra una delle Parti Contraenti,ed un cittadino dell'altra Parte Contraente, relativa ad un investimento oggetto del presente Accordo, che non sia di competenza del Centro Internazionale per la composizione delle controversie relative agli investimenti, sarà sottoposto ad un Tribunale di arbitrato internazionale ad hoc ai fini della sentenza arbitrale.

Detta procedura di arbitrato e di conciliazione implica la rinuncia da parte di detto cittadino al suo diritto di esaurire preliminarmente i ricorsi alle giurisdizioni interne.

ARTICOLO 9

1) - Le controversie tra le Parti Contraenti in merito all'interpretazione ed all'applicazione del presente Accordo saranno regolate,nella misura del possibile, mediante consultazioni amichevoli tra le due Parti per le vie diplomatiche.

2) - Qualora le controversie non potessero essere definite entro i sei mesi successivi alla data in cui ogni Parte Contraente abbia informato per iscritto l'altra Parte Contraente, esse saranno sottoposte, per la loro composizione, su domanda di una delle Parti Contraenti, ad un Tribunale Arbitrale Internazionale ad hoc.

3) - Il suddetto Tribunale arbitrale internazionale ad hoc sarà così composto:

Il Tribunale arbitrale sarà composto da tre arbitri. Ciascuna Parte Contraente nominerà un arbitro; i due arbitri proporranno di comune accordo il terzo arbitro, che dovrà essere cittadino di un paese terzo che abbia relazioni diplomatiche con le due Parti Contraenti. Il terzo arbitro sarà nominato Presidente del Tribunale dalle due Parti Contraenti.

4) - Qualora le nomine dei membri del Tribunale arbitrale non dovessero avvenire entro un periodo di sei mesi a partire dalla data della domanda di arbitrato, ciascuna Parte Contraente potrà, in mancanza di altra intesa, invitare il Presidente della Corte Costituzionale di giustizia, a provvedere alle designazioni necessarie. Qualora il Presidente della Cor

te abbia la nazionalità di una delle Parti Contraenti, o non sia in grado di provvedere alla designazione per altre ragioni, detto compito sarà affidato al Vice-Presidente della Corte o al giudice con la maggiore anzianità, che non sia cittadino di nessuna delle Parti Contraenti.

5) - Il Tribunale di arbitrato fisserà la propria procedura. Il Tribunale di arbitrato emetterà le sue sentenze in base alle disposizioni del presente Accordo e degli altri Accordi analoghi stipulati dalle Parti Contraenti, nonché secondo i principi e le regole generali del diritto internazionale.

Il Tribunale di arbitrato emetterà le sue decisioni a maggioranza dei voti. Prima di pronunciare la decisione, il Tribunale potrà, in ogni fase della vertenza, proporre alle Parti Contraenti una composizione amichevole delle vertenze. Le decisioni del Tribunale d'arbitrato saranno definitive e vincolanti per le Parti Contraenti.

6) - Ciascuna Parte Contraente assumerà a proprio carico le spese relative al proprio membro ed al suo avvocato difensore per le procedure di arbitrato.

Le spese relative al Presidente e le altre spese saranno a carico, in parti uguali, delle due Parti Contraenti.

ARTICOLO 10

Le disposizioni del presente Accordo potranno essere applicate a prescindere dall'esistenza di relazioni diplomatiche o consolari.

ARTICOLO 11

1) - Il presente Accordo entrerà in vigore tre mesi dopo che le Parti Contraenti si saranno notificate l'avvenuto espletamento delle loro rispettive procedure interne. Esso rimarrà in vigore per un periodo di dieci anni, e successivamente per un ulteriore periodo di cinque anni, e così di seguito, salvo denuncia scritta, da parte di una delle Parti Contraenti un anno prima della sua scadenza.

2) - Per quanto riguarda gli investimenti effettuati prima della data di scadenza del presente Accordo, le disposizioni degli articoli da 1 a 10, continueranno a essere in vigore per un ulteriore periodo di 10 anni a partire dalla data di scadenza del presente Accordo.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 17 ottobre 1985, in duplice esemplare in lingua francese.

Per la Repubblica Italiana	Per la Repubblica Tunisina

4 - Libreria - Suppl. ord. *G.U.* n. 23.

Roma, 17.10. 1985

Signor Ministro,

nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, è stato concordato che le disposizioni del predetto Accordo saranno estese, in base ai termini dell'Accordo su detti investimenti, a quelli realizzati in uno dei Paesi precedentemente all'entrata in vigore del predetto Accordo, in conformità alla legislazione e alla regolamentazione in vigore in ciascuno dei due Paesi.

Le sarei riconoscente se volesse confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione,

(Giulio Andreotti)

Sua Eccellenza
Monsieur Béji CAID ESSEBSI
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Tunisina

Roma, 17.10.1985

Signor Ministro,

Ella mi ha cortesemente inviato una lettera del seguente tenore:

"Signor Ministro,

Nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la reciproca protezione degli investimenti, è stato concordato che le disposizioni del predetto Accordo saranno estese in base ai termini dell'accordo su detti investimenti, a quelli realizzati in uno dei due Paesi, anteriormente all'entrata in vigore del predetto Accordo, in conformità alla legislazione ed alla regolamentazione in vigore in ciascuno dei due Paesi.

Le sarei riconoscente se volesse confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione".

In risposta, ho l'onore di confermarLe l'accordo del mio Governo su quanto precede.

(Béji CAID ESSEBSI)

Roma, 17.10.1985

Signor Ministro,

Nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la reciproca protezione degli investimenti, abbiamo concordato che l'Accordo sarà parimenti applicato agli investimenti effettuati dai cittadini di una Parte Contraente negli spazi di mare sotto posti alla sovranità e/o alla giurisdizione dell'altra Parte, in conformità al diritto internazionale e alle proprie leggi e regolamenti interni.

Le sarei grato se volesse cortesemente confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione.

(Giulio Andreotti)

Sua Eccellenza
Monsieur Béji CADI ESSEBSI
Ministro degli Affari Esteri della
Repubblica Tunisina

Roma, 17.10.1985

Signor Ministro,

Lei mi ha cortesemente inviato una lettera del seguente tenore:

"Signor Ministro,

Nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la reciproca protezione degli investimenti, abbiamo concordato che l'Accordo sarà parimenti applicato agli investimenti effettuati dai cittadini di una Parte Contraente negli spazi di mare sottoposti alla Sovranità e/o alla giurisdizione dell'altra Parte, in conformità al diritto internazionale e alle proprie leggi e regolamenti interni.

Le sarei grato se volesse cortesemente confermarmi l'accordo del Suo governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione."

In risposta, ho l'onore di confermarLe l'accordo del mio Governo su quanto precede.

La prego di gradire, Signor Ministro, i sensi della mia alta considerazione.

(Béji CADI ESSEBSI)

Sua Eccellenza
On. Giulio Andreotti
Ministro degli Affari Esteri della
Repubblica Italiana

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 625):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 14 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 625/*A* - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2830):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 14 giugno 1988, con pareri delle commissioni II, V, VI, X e XI.

Esaminato dalla III commissione il 1° dicembre 1988.

Relazione scritta annunciata il 6 dicembre 1988 (atto n. 2830/*A* - relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula il 12 dicembre 1988 e approvato il 13 dicembre 1988.

89G0027

LEGGE 2 gennaio 1989, n. **17.**

Adesione dell'Italia alla convenzione sulla conservazione delle risorse marine viventi in Antartide, adottata a Canberra il 20 maggio 1980, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione sulla conservazione delle risorse marine viventi in Antartide, adottata a Canberra il 20 maggio 1980.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XXVIII, punto 2, della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 60 milioni annue, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1988-1990, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1988, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento predisposto alla voce «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali ed interventi diversi».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 gennaio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION ON THE CONSERVATION OF ANTARCTIC MARINE LIVING RESOURCES

The Contracting Parties,

RECOGNISING the importance of safeguarding the environment and protecting the integrity of the ecosystem of the seas surrounding Antarctica;

NOTING the concentration of marine living resources found in Antarctic waters and the increased interest in the possibilities offered by the utilization of these resources as a source of protein;

CONSCIOUS of the urgency of ensuring the conservation of Antarctic marine living resources;

CONSIDERING that it is essential to increase knowledge of the Antarctic marine ecosystem and its components so as to be able to base decisions on harvesting on sound scientific information;

BELIEVING that the conservation of Antarctic marine living resources calls for international co-operation with due regard for the provisions of the Antarctic Treaty and with the active involvement of all States engaged in research or harvesting activities in Antarctic waters;

RECOGNISING the prime responsibilities of the Antarctic Treaty Consultative Parties for the protection and preservation of the Antarctic environment and, in particular, their responsibilities under Article IX, paragraph 1 (f) of the Antarctic Treaty in respect of the preservation and conservation of living resources in Antarctica;

RECALLING the action already taken by the Antarctic Treaty Consultative Parties including in particular the Agreed Measures for the Conservation of Antarctic Fauna and Flora, as well as the provisions of the Convention for the Conservation of Antarctic Seals;

BEARING in mind the concern regarding the conservation of Antarctic marine living resources expressed by the Consultative Parties at the Ninth Consultative Meeting of the Antarctic Treaty and the importance of the provisions of Recommendation IX-2 which led to the establishment of the present Convention;

BELIEVING that it is in the interest of all mankind to preserve the waters surrounding the Antarctic continent for peaceful purposes only and to prevent their becoming the scene or object of international discord;

RECOGNISING, in the light of the foregoing, that it is desirable to establish suitable machinery for recommending, promoting, deciding upon and co-ordinating the

measures and scientific studies needed to ensure the conservation of Antarctic marine living organisms;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

1. This Convention applies to the Antarctic marine living resources of the area south of 60° South latitude and to the Antarctic marine living resources of the area between that latitude and the Antarctic Convergence which form part of the Antarctic marine ecosystem.

2. Antarctic marine living resources means the populations of fin fish, molluscs, crustaceans and all other species of living organisms, including birds, found south of the Antarctic Convergence.

3. The Antarctic marine ecosystem means the complex of relationships of Antarctic marine living resources with each other and with their physical environment.

4. The Antarctic Convergence shall be deemed to be a line joining the following points along parallels of latitude and meridians of longitude:

   50°S, 0°; 50°S, 30°E; 45°S, 30°E; 45°S, 80°E; 55°S, 80°E; 55°S, 150°E; 60°S, 150°E; 60°S, 50°W; 50°S, 50°W; 50°S, 0°.

ARTICLE II

1. The objective of this Convention is the conservation of Antarctic marine living resources.

2. For the purposes of this Convention, the term "conservation" includes rational use.

3. Any harvesting and associated activities in the area to which this Convention applies shall be conducted in accordance with the provisions of this Convention and with the following principles of conservation:

   (a) prevention of decrease in the size of any harvested population to levels below those which ensure its stable recruitment. For this purpose its size should not be allowed to fall below a level close to that which ensures the greatest net annual increment;

(b) maintenance of the ecological relationships between harvested, dependent and related populations of Antarctic marine living resources and the restoration of depleted populations to the levels defined in sub-paragraph (a) above;

and

(c) prevention of changes or minimization of the risk of changes in the marine ecosystem which are not potentially reversible over two or three decades, taking into account the state of available knowledge of the direct and indirect impact of harvesting, the effect of the introduction of alien species, the effects of associated activities on the marine ecosystem and of the effects of environmental changes, with the aim of making possible the sustained conservation of Antarctic marine living resources.

ARTICLE III

The Contracting Parties, whether or not they are Parties to the Antarctic Treaty, agree that they will not engage in any activities in the Antarctic Treaty area contrary to the principles and purposes of that Treaty and that, in their relations with each other, they are bound by the obligations contained in Articles I and V of the Antarctic Treaty.

ARTICLE IV

1. With respect to the Antarctic Treaty area, all Contracting Parties, whether or not they are Parties to the Antarctic Treaty, are bound by Articles IV and VI of the Antarctic Treaty in their relations with each other.

2. Nothing in this Convention and no acts or activities taking place while the present Convention is in force shall:

   (a) constitute a basis for asserting, supporting or denying a claim to territorial sovereignty in the Antarctic Treaty area or create any rights of sovereignty in the Antarctic Treaty area;

(b) be interpreted as a renunciation or diminution by any Contracting Party of, or as prejudicing, any right or claim or basis of claim to exercise coastal state jurisdiction under international law within the area to which this Convention applies;

(c) be interpreted as prejudicing the position of any Contracting Party as regards its recognition or non-recognition of any such right, claim or basis of claim;

(d) affect the provision of Article IV, paragraph 2, of the Antarctic Treaty that no new claim, or enlargement of an existing claim, to territorial sovereignty in Antarctica shall be asserted while the Antarctic Treaty is in force.

ARTICLE V

1. The Contracting Parties which are not Parties to the Antarctic Treaty acknowledge the special obligations and responsibilities of the Antarctic Treaty Consultative Parties for the protection and preservation of the environment of the Antarctic Treaty area.

2. The Contracting Parties which are not Parties to the Antarctic Treaty agree that, in their activities in the Antarctic Treaty area, they will observe as and when appropriate the Agreed Measures for the Conservation of Antarctic Fauna and Flora and such other measures as have been recommended by the Antarctic Treaty Consultative Parties in fulfilment of their responsibility for the protection of the Antarctic environment from all forms of harmful human interference.

3. For the purposes of this Convention, "Antarctic Treaty Consultative Parties" means the Contracting Parties to the Antarctic Treaty whose Representatives participate in meetings under Article IX of the Antarctic Treaty.

ARTICLE VI

Nothing in this Convention shall derogate from the rights and obligations of Contracting Parties under the International Convention for the Regulation of Whaling and the Convention for the Conservation of Antarctic Seals.

ARTICLE VII

1. The Contracting Parties hereby establish and agree to maintain the Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (hereinafter referred to as "the Commission").

2. Membership in the Commission shall be as follows:

   (a) each Contracting Party which participated in the meeting at which this Convention was adopted shall be a Member of the Commission;

   (b) each State Party which has acceded to this Convention pursuant to Article XXIX shall be entitled to be a Member of the Commission during such time as that acceding Party is engaged in research or harvesting activities in relation to the marine living resources to which this Convention applies;

   (c) each regional economic integration organization which has acceded to this Convention pursuant to Article XXIX shall be entitled to be a Member of the Commission during such time as its States members are so entitled;

   (d) a Contracting Party seeking to participate in the work of the Commission pursuant to sub-paragraphs (b) and (c) above shall notify the Depositary of the basis upon which it seeks to become a Member of the Commission and of its willingness to accept conservation measures in force. The Depositary shall communicate to each Member of the Commission such notification and accompanying information. Within two months of receipt of such communication from the Depositary, any Member of the Commission may request that a special meeting of the Commission be held to consider the matter. Upon receipt of such request, the Depositary shall call such a meeting. If there is no request for a meeting, the Contracting Party submitting the notification shall be deemed to have satisfied the requirements for Commission Membership.

3. Each Member of the Commission shall be represented by one representative who may be accompanied by alternate representatives and advisers.

ARTICLE VIII

The Commission shall have legal personality and shall enjoy in the territory of each of the States Parties such legal capacity as may be necessary to perform its function and

achieve the purposes of this Convention. The privileges and immunities to be enjoyed by the Commission and its staff in the territory of a State Party shall be determined by agreement between the Commission and the State Party concerned.

ARTICLE IX

1. The function of the Commission shall be to give effect to the objective and principles set out in Article II of this Convention. To this end, it shall:

(a) facilitate research into and comprehensive studies of Antarctic marine living resources and of the Antarctic marine ecosystem;

(b) compile data on the status of and changes in population of Antarctic marine living resources and on factors affecting the distribution, abundance and productivity of harvested species and dependent or related species or populations;

(c) ensure the acquisition of catch and effort statistics on harvested populations;

(d) analyse, disseminate and publish the information referred to in sub-paragraphs (b) and (c) above and the reports of the Scientific Committee;

(e) identify conservation needs and analyse the effectiveness of conservation measures;

(f) formulate, adopt and revise conservation measures on the basis of the best scientific evidence available, subject to the provisions of paragraph 5 of this Article;

(g) implement the system of observation and inspection established under Article XXIV of this Convention;

(h) carry out such other activities as are necessary to fulfil the objective of this Convention.

2. The conservation measures referred to in paragraph 1 (f) above include the following:

(a) the designation of the quantity of any species which may be harvested in the area to which this Convention applies;

(b) the designation of regions and sub-regions based on the distribution of populations of Antarctic marine living resources;

(c) the designation of the quantity which may be harvested from the populations of regions and sub-regions;

(d) the designation of protected species;

(e) the designation of the size, age and, as appropriate, sex of species which may be harvested;

(f) the designation of open and closed seasons for harvesting;

(g) the designation of the opening and closing of areas, regions or sub-regions for purposes of scientific study or conservation, including special areas for protection and scientific study;

(h) regulation of the effort employed and methods of harvesting, including fishing gear, with a view, inter alia, to avoiding undue concentration of harvesting in any region or sub-region;

(i) the taking of such other conservation measures as the Commission considers necessary for the fulfilment of the objective of this Convention, including measures concerning the effects of harvesting and associated activities on components of the marine ecosystem other than the harvested populations.

3. The Commission shall publish and maintain a record of all conservation measures in force.

4. In exercising its functions under paragraph 1 above, the Commission shall take full account of the recommendations and advice of the Scientific Committee.

5. The Commission shall take full account of any relevant measures or regulations established or recommended by the Consultative Meetings pursuant to Article IX of the Antarctic Treaty or by existing fisheries commissions responsible for species which may enter the area to which this Convention applies, in order that there shall be no inconsistency between the rights and obligations of a Contracting Party under such regulations or measures and conservation measures which may be adopted by the Commission.

6. Conservation measures adopted by the Commission in accordance with this Convention shall be implemented by Members of the Commission in the following manner:

(a) the Commission shall notify conservation measures to all Members of the Commission;

(b) conservation measures shall become binding upon all Members of the Commission 180 days after such notification, except as provided in sub-paragraphs (c) and (d) below;

(c) if a Member of the Commission, within ninety days following the notification specified in sub-paragraph (a), notifies the Commission that it is unable to accept the conservation measure, in whole or in part, the measure shall not, to the extent stated, be binding upon that Member of the Commission;

(d) in the event that any Member of the Commission invokes the procedure set forth in sub-paragraph (c) above, the Commission shall meet at the request of any Member of the Commission to review the conservation measure. At the time of such meeting and within thirty days following the meeting, any Member of the Commission shall have the right to declare that it is no longer able to accept the conservation measure, in which case the Member shall no longer be bound by such measure.

ARTICLE X

1. The Commission shall draw the attention of any State which is not a Party to this Convention to any activity undertaken by its nationals or vessels which, in the opinion of the Commission, affects the implementation of the objective of this Convention.

2. The Commission shall draw the attention of all Contracting Parties to any activity which, in the opinion of the Commission, affects the implementation by a Contracting Party of the objective of this Convention or the compliance by that Contracting Party with its obligations under this Convention.

ARTICLE XI

The Commission shall seek to co-operate with Contracting Parties which may exercise jurisdiction in marine areas adjacent to the area to which this Convention applies in respect of the conservation of any stock or stocks of associated species which occur both within those areas and the area to which this Convention applies, with a view to harmonizing the conservation measures adopted in respect of such stocks.

ARTICLE XII

1. Decisions of the Commission on matters of substance shall be taken by consensus. The question of whether a matter is one of substance shall be treated as a matter of substance.

2. Decisions on matters other than those referred to in paragraph 1 above shall be taken by a simple majority of the Members of the Commission present and voting.

3. In Commission consideration of any item requiring a decision, it shall be made clear whether a regional economic integration organization will participate in the taking of the decision and, if so, whether any of its member States will also participate. The number of Contracting Parties so participating shall not exceed the number of member States of the regional economic integration organization which are Members of the Commission.

4. In the taking of decisions pursuant to this Article, a regional economic integration organization shall have only one vote.

ARTICLE XIII

1. The headquarters of the Commission shall be established at Hobart, Tasmania, Australia.

2. The Commission shall hold a regular annual meeting. Other meetings shall also be held at the request of one-third of its members and as otherwise provided in this Convention. The first meeting of the Commission shall be held within three months of the entry into force of this Convention, provided that among the Contracting Parties there are at least two States conducting harvesting activities within

the area to which this Convention applies. The first meeting shall, in any event, be held within one year of the entry into force of this Convention. The Depositary shall consult with the signatory States regarding the first Commission meeting, taking into account that a broad representation of such States is necessary for the effective operation of the Commission.

3. The Depositary shall convene the first meeting of the Commission at the headquarters of the Commission. Thereafter, meetings of the Commission shall be held at its headquarters, unless it decides otherwise.

4. The Commission shall elect from among its members a Chairman and Vice-Chairman, each of whom shall serve for a term of two years and shall be eligible for re-election for one additional term. The first Chairman shall, however, be elected for an initial term of three years. The Chairman and Vice-Chairman shall not be representatives of the same Contracting Party.

5. The Commission shall adopt and amend as necessary the rules of procedure for the conduct of its meetings, except with respect to the matters dealt with in Article XII of this Convention.

6. The Commission may establish such subsidiary bodies as are necessary for the performance of its functions.

ARTICLE XIV

1. The Contracting Parties hereby establish the Scientific Committee for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (hereinafter referred to as "the Scientific Committee") which shall be a consultative body to the Commission. The Scientific Committee shall normally meet at the headquarters of the Commission unless the Scientific Committee decides otherwise.

2. Each Member of the Commission shall be a member of the Scientific Committee and shall appoint a representative with suitable scientific qualifications who may be accompanied by other experts and advisers.

3. The Scientific Committee may seek the advice of other scientists and experts as may be required on an ad hoc basis.

ARTICLE XV

1. The Scientific Committee shall provide a forum for consultation and co-operation concerning the collection, study and exchange of information with respect to the marine living resources to which this Convention applies. It shall encourage and promote co-operation in the field of scientific research in order to extend knowledge of the marine living resources of the Antarctic marine ecosystem.

2. The Scientific Committee shall conduct such activities as the Commission may direct in pursuance of the objective of this Convention and shall:

   (a) establish criteria and methods to be used for determinations concerning the conservation measures referred to in Article IX of this Convention;

   (b) regularly assess the status and trends of the populations of Antarctic marine living resources;

   (c) analyse data concerning the direct and indirect effects of harvesting on the populations of Antarctic marine living resources;

   (d) assess the effects of proposed changes in the methods or levels of harvesting and proposed conservation measures;

   (e) transmit assessments, analyses, reports and recommendations to the Commission as requested or on its own initiative regarding measures and research to implement the objective of this Convention;

   (f) formulate proposals for the conduct of international and national programs of research into Antarctic marine living resources.

3. In carrying out its functions, the Scientific Committee shall have regard to the work of other relevant technical and scientific organizations and to the scientific activities conducted within the framework of the Antarctic Treaty.

ARTICLE XVI

1. The first meeting of the Scientific Committee shall be held within three months of the first meeting of the Commission. The Scientific Committee shall meet thereafter as often as may be necessary to fulfil its functions.

2. The Scientific Committee shall adopt and amend as necessary its rules of procedure. The rules and any amendments thereto shall be approved by the Commission. The rules shall include procedures for the presentation of minority reports.

3. The Scientific Committee may establish, with the approval of the Commission, such subsidiary bodies as are necessary for the performance of its functions.

ARTICLE XVII

1. The Commission shall appoint an Executive Secretary to serve the Commission and Scientific Committee according to such procedures and on such terms and conditions as the Commission may determine. His term of office shall be for four years and he shall be eligible for re-appointment.

2. The Commission shall authorize such staff establishment for the Secretariat as may be necessary and the Executive Secretary shall appoint, direct and supervise such staff according to such rules, and procedures and on such terms and conditions as the Commission may determine.

3. The Executive Secretary and Secretariat shall perform the functions entrusted to them by the Commission.

ARTICLE XVIII

The official languages of the Commission and of the Scientific Committee shall be English, French, Russian and Spanish.

ARTICLE XIX

1. At each annual meeting, the Commission shall adopt by consensus its budget and the budget of the Scientific Committee.

2. A draft budget for the Commission and the Scientific Committee and any subsidiary bodies shall be prepared by the Executive Secretary and submitted to the Members of the Commission at least sixty days before the annual meeting of the Commission.

3. Each Member of the Commission shall contribute to the budget. Until the expiration of five years after the entry into force of this Convention, the contribution of each Member of the Commission shall be equal. Thereafter the contribution shall be determined in accordance with two criteria: the amount harvested and an equal sharing among all Members of the Commission. The Commission shall determine by consensus the proportion in which these two criteria shall apply.

4. The financial activities of the Commission and Scientific Committee shall be conducted in accordance with financial regulations adopted by the Commission and shall be subject to an annual audit by external auditors selected by the Commission.

5. Each Member of the Commission shall meet its own expenses arising from attendance at meetings of the Commission and of the Scientific Committee.

6. A Member of the Commission that fails to pay its contributions for two consecutive years shall not, during the period of its default, have the right to participate in the taking of decisions in the Commission.

ARTICLE XX

1. The Members of the Commission shall, to the greatest extent possible, provide annually to the Commission and to the Scientific Committee such statistical, biological and other data and information as the Commission and Scientific Committee may require in the exercise of their functions.

2. The Members of the Commission shall provide, in the manner and at such intervals as may be prescribed, information about their harvesting activities, including fishing areas and vessels, so as to enable reliable catch and effort statistics to be compiled.

3. The Members of the Commission shall provide to the Commission at such intervals as may be prescribed information on steps taken to implement the conservation measures adopted by the Commission.

4. The Members of the Commission agree that in any of their harvesting activities, advantage shall be taken of opportunities to collect data needed to assess the impact of harvesting.

ARTICLE XXI

1. Each Contracting Party shall take appropriate measures within its competence to ensure compliance with the provisions of this Convention and with conservation measures adopted by the Commission to which the Party is bound in accordance with Article IX of this Convention.

2. Each Contracting Party shall transmit to the Commission information on measures taken pursuant to paragraph 1 above, including the imposition of sanctions for any violation.

ARTICLE XXII

1. Each Contracting Party undertakes to exert appropriate efforts, consistent with the Charter of the United Nations, to the end that no one engages in any activity contrary to the objective of this Convention.

2. Each Contracting Party shall notify the Commission of any such activity which comes to its attention.

ARTICLE XXIII

1. The Commission and the Scientific Committee shall co-operate with the Antarctic Treaty Consultative Parties on matters falling within the competence of the latter.

2. The Commission and the Scientific Committee shall co-operate, as appropriate, with the Food and Agriculture Organisation of the United Nations and with other Specialised Agencies.

3. The Commission and the Scientific Committee shall seek to develop co-operative working relationships, as appropriate, with inter-governmental and non-governmental organizations which could contribute to their work, including the Scientific Committee on Antarctic Research, the Scientific Committee on Oceanic Research and the International Whaling Commission.

4. The Commission may enter into agreements with the organizations referred to in this Article and with other organizations as may be appropriate. The Commission and the Scientific Committee may invite such organizations to send observers to their meetings and to meetings of their subsidiary bodies.

ARTICLE XXIV

1. In order to promote the objective and ensure observance of the provisions of this Convention, the Contracting Parties agree that a system of observation and inspection shall be established.

2. The system of observation and inspection shall be elaborated by the Commission on the basis of the following principles:

   (a) Contracting Parties shall co-operate with each other to ensure the effective implementation of the system of observation and inspection, taking account of the existing international practice. This system shall include, inter alia, procedures for boarding and inspection by observers and inspectors designated by the Members of the Commission and procedures for flag state prosecution and sanctions on the basis of evidence resulting from such boarding and inspections. A report of such prosecutions and sanctions imposed shall be included in the information referred to in Article XXI of this Convention;

   (b) in order to verify compliance with measures adopted under this Convention, observation and inspection shall be carried out on board vessels engaged in scientific research or harvesting of marine living resources in the area to which this Convention applies, through observers and inspectors designated by the Members of the Commission and operating under terms and conditions to be established by the Commission;

   (c) designated observers and inspectors shall remain subject to the jurisdiction of the Contracting Party of which they are nationals. They shall report to the Member of the Commission by which they have been designated which in turn shall report to the Commission.

3. Pending the establishment of the system of observation and inspection, the Members of the Commission shall seek to establish interim arrangements to designate observers and inspectors and such designated observers and inspectors shall be entitled to carry out inspections in accordance with the principles set out in paragraph 2 above.

ARTICLE XXV

1. If any dispute arises between two or more of the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention, those Contracting Parties shall consult among themselves with a view to having the dispute resolved by negotiation, inquiry, mediation, conciliation, arbitration, judicial settlement or other peaceful means of their own choice.

2. Any dispute of this character not so resolved shall, with the consent in each case of all Parties to the dispute, be referred for settlement to the International Court of Justice or to arbitration; but failure to reach agreement on reference to the International Court or to arbitration shall not absolve Parties to the dispute from the responsibility of continuing to seek to resolve it by any of the various peaceful means referred to in paragraph 1 above.

3. In cases where the dispute is referred to arbitration, the arbitral tribunal shall be constituted as provided in the Annex to this Convention.

ARTICLE XXVI

1. This Convention shall be open for signature at Canberra from 1 August to 31 December 1980 by the States participating in the Conference on the Conservation of Antarctic Marine Living Resources held at Canberra from 7 to 20 May 1980.

2. The States which so sign will be the original signatory States of the Convention.

ARTICLE XXVII

1. This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by signatory States.

2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Government of Australia, hereby designated as the Depositary.

ARTICLE XXVIII

1. This Convention shall enter into force on the thirtieth day following the date of deposit of

the eighth instrument of ratification, acceptance or approval by States referred to in paragraph 1 of Article XXVI of this Convention.

2. With respect to each State or regional economic integration organization which subsequent to the date of entry into force of this Convention deposits an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, the Convention shall enter into force on the thirtieth day following such deposit.

ARTICLE XXIX

1. This Convention shall be open for accession by any State interested in research or harvesting activities in relation to the marine living resources to which this Convention applies.

2. This Convention shall be open for accession by regional economic integration organizations constituted by sovereign States which include among their members one or more States Members of the Commission and to which the States members of the organization have transferred, in whole or in part, competences with regard to the matters covered by this Convention. The accession of such regional economic integration organizations shall be the subject of consultations among Members of the Commission.

ARTICLE XXX

1. This Convention may be amended at any time.

2. If one-third of the Members of the Commission request a meeting to discuss a proposed amendment the Depositary shall call such a meeting.

3. An amendment shall enter into force when the Depositary has received instruments of ratification, acceptance or approval thereof from all the Members of the Commission.

4. Such amendment shall thereafter enter into force as to any other Contracting Party when notice of ratification, acceptance or approval by it has been received by the Depositary. Any such Contracting Party from which no such notice has been received within a period of one year from the date of entry into force of the amendment in accordance with paragraph 3 above shall be deemed to have withdrawn from this Convention.

ARTICLE XXXI

1. Any Contracting Party may withdraw from this Convention on 30 June of any year, by giving written notice not later than 1 January of the same year to the Depositary, which, upon receipt of such a notice, shall communicate it forthwith to the other Contracting Parties.

2. Any other Contracting Party may, within sixty days of the receipt of a copy of such a notice from the Depositary, give written notice of withdrawal to the Depositary in which case the Convention shall cease to be in force on 30 June of the same year with respect to the Contracting Party giving such notice.

3. Withdrawal from this Convention by any Member of the Commission shall not affect its financial obligations under this Convention.

ARTICLE XXXII

The Depositary shall notify all Contracting Parties of the following:

(a) signatures of this Convention and the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval or accession;

(b) the date of entry into force of this Convention and of any amendment thereto.

ARTICLE XXXIII

1. This Convention, of which the English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Government of Australia which shall transmit duly certified copies thereof to all signatory and acceding Parties.

2. This Convention shall be registered by the Depositary pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations.

Drawn up at Canberra this twentieth day of May 1980.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized, have signed this Convention.

ANNEX FOR AN ARBITRAL TRIBUNAL

1. The arbitral tribunal referred to in paragraph 3 of Article XXV shall be composed of three arbitrators who shall be appointed as follows:

a) The Party commencing proceedings shall communicate the name of an arbitrator to the other Party which, in turn, within a period of forty days following such notification, shall communicate the name of the second arbitrator. The Parties shall, within a period of sixty days following the appointment of the second arbitrator, appoint the third arbitrator, who shall not be a national of either Party and shall not be of the same nationality as either of the first two arbitrators. The third arbitrator shall preside over the tribunal.

b) If the second arbitrator has not been appointed within the prescribed period, or if the Parties have not reached agreement within the prescribed period on the appointment of the third arbitrator, that arbitrator shall be appointed, at the request of either Party, by the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration, from among persons of international standing not having the nationality of a State which is a Party to this Convention.

2. The arbitral tribunal shall decide where its headquarters will be located and shall adopt its own rules of procedure.

3. The award of the arbitral tribunal shall be made by a majority of its members, who may not abstain from voting.

4. Any Contracting Party which is not a Party to the dispute may intervene in the proceedings with the consent of the arbitral tribunal.

5. The award of the arbitral tribunal shall be final and binding on all Parties to the dispute and on any Party which intervenes in the proceedings and shall be complied with without delay. The arbitral tribunal shall interpret the award at the request of one of the Parties to the dispute or of any intervening Party.

6. Unless the arbitral tribunal determines otherwise because of the particular circumstances of the case, the expenses of the tribunal, including the remuneration of its members, shall be borne by the Parties to the dispute in equal shares.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

C O N V E N Z I O N E
SULLA CONSERVAZIONE DELLE RISORSE MARINE

Le Parti Contraenti,

Riconoscendo l'importanza di salvaguardare l'ambiente e proteggere l'integrità dell'ecosistema dei mari che circondano l'Antartide;

Prendendo atto della concentrazione delle risorse viventi trovate nelle acque dell'Antartide e del crescente interesse per le possibilità offerte dall'impiego di tali risorse come fonte di proteine;

Consapevoli dell'urgenza di assicurare la conservazione delle risorse marine viventi dell'Antartide;

Ritenendo essenziale accrescere le conoscenze dell'ecosistema marino antartico e delle sue componenti, in modo da essere in grado di basare le decisioni relative al prelievo su valide informazioni scientifiche;

Ritenendo che la conservazione delle risorse marine viventi dell'Antartide richieda la collaborazione internazionale, tenute con riguardo alle disposizioni del Trattato sull'Antartide e con l'attivo coinvolgimento di tutti gli Stati impegnati in attività di ricerca o prelievo nelle acque antartiche;

Riconoscendo le responsabilità primarie delle Parti Consultive del Trattato Antartico per la protezione e preservazione dell'ambiente antartico e, in particolare, le loro responsa-

bilità ai sensi dell'Articolo IX, paragrafo 1(f) del Trattato sul l'Antartico relativamente alla preservazione e conservazione delle risorse viventi nell'Antartide;

Ricordando l'azione già intrapresa dalle Parti Consultive del Trattato Antartico, ivi incluse in particolare le Misure Concordate per la Conservazione della Fauna e Flora Antartica, come pure le disposizioni della Convenzione per la Conservazione delle Foche Antartiche;

Tenendo presenti le preoccupazioni riguardanti la conservazione delle risorse marine viventi dell'Antartide, espresse dalle Parti Consultive nel corso della Nona Riunione Consultiva del Trattato Antartico e l'importanza delle disposizioni della Raccomandazione IX-2 che ha portato alla stesura della presente Convenzione;

Ritenendo essere nell'interesse di tutto il genere umano preservare le acque che circondano il Continente antartico esclusivamente per scopi pacifici e impedire che divengano scena o oggetto di contesa internazionale;

Riconoscendo, alla luce di quanto precede, che è desiderabile creare un meccanismo atto a raccomandare, promuovere, decidere e coordinare le disposizioni e gli studi scientifici necessari per assicurare la conservazione degli organismi marini viventi dell'Antartide;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

1. La presente Convenzione si applica alle risorse marine viventi dell'Antartide dell'area a sud del 60° di latitudine Sud ed alle risorse marine viventi dell'Antartide dell'area tra detta latitudine e la Convergenza Antartica, che costituiscono parte dell'ecosistema marino antartico.

2. Per risorse marine viventi dell'Antartide si intendono le popolazioni di pesci, molluschi, crostacei ed ogni altra specie di organismi viventi, ivi inclusi i volatili, che si trovano a Sud della Convergenza Antartica.

3. Per ecosistema marino antartico si intende il complesso di relazioni delle risorse marine viventi dell'Antartide tra loro e con il loro ambiente fisico.

4. La Convergenza Antartica verrà ritenuta essere una linea che congiunge i seguenti punti lungo paralleli di latitudine e meridiani di longitudine :
50°S, 0°; 50°S, 30°E; 45°S, 30°E; 45°S, 80°E; 55°S,80°E; 55°S, 150°E; 60°S, 150°E; 60°S, 50°O; 50°S, 50°O; 50°S, 0°.

Articolo II

1. Obiettivo della presente Convenzione è la conservazione delle risorse marine viventi dell'Antartide.

2. Per gli scopi della presente Convenzione, il ter

mine "conservazione" comprenderà anche l'impiego razionale (delle risorse).

3. Ogni attività di prelievo ed attività connesse nell'area cui si applica la presente Convenzione sarà condotta conformemente alle disposizioni della presente Convenzione ed ai seguenti principi di conservazione;

a) prevenzione della riduzione dell'entità numerica di qualsivoglia popolazione prelevata a livelli inferiori a quelli che assicurano un suo ricambio stabile. A tal fine si dovrebbe evitare che le sue dimensioni scendano al di sotto del livello prossimo a quello che assicura il massimo incremento netto annuo;

b) mantenimento del rapporto ecologico tra le popolazioni delle risorse marine viventi dell'Antartide prelevate, dipendenti e affini e reintegrazione delle popolazioni ridotte ai livelli definiti al precedente comma a).

c) prevenzione di cambiamenti o riduzione al minimo del rischio di cambiamenti nell'ecosistema marino, che non siano potenzialmente reversibili nell'arco di due o tre decenni, tenuto conto dello stato delle conoscenze disponibili sull'impatto diretto ed indiretto del prelievo, gli effetti dell'introduzione di specie estranee, gli effetti di attività connesse sull'ecosistema marino

e gli effetti dei cambiamenti ambientali, allo scopo di rendere possibile una prolungata conservazione delle risorse viventi marine dell'Antartide.

Articolo III

Le Parti Contraenti, siano esse o meno Parti al Trattato Antartico, convengono di non impegnarsi nell'area del Trattato Antartico in alcuna attività contraria ai principi ed agli scopi di detto Trattato e che, nelle relazioni tra loro, sono vincolate dagli obblighi contenuti negli Articoli I e V del Trattato Antartico.

Articolo IV

1. Rispetto all'area del Trattato Antartico tutte le Parti Contraenti, siano esse o meno Parti del Trattato Antartico, sono vincolate dagli Articoli IV e VI del Trattato Antartico nelle relazioni tra loro.

2. Nulla di quanto contenuto nella presente Convenzione e nessuna azione o attività effettuata mentre la presente Convenzione è in vigore potrà:

a) costituire una base per asserire, sostenere o

negare una rivendicazione di sovranità territoriale nell'area del Trattato Antartico, né dare origine ad un qualsiasi diritto di sovranità nell'area del Trattato Antartico;

b) essere interpretata come una rinuncia o una riduzione da parte di qualsiasi Parte Contraente, ovvero come pregiudizievole per qualsivoglia diritto o rivendicazione o base per le rivendicazione ad esercitare la giurisdizione statale costiera, ai sensi del diritto internazionale, nell'area cui si applica la presente Convenzione;

c) essere interpretata come pregiudizievole per la posizione di qualsiasi Parte Contraente circa il suo riconoscimento o non riconoscimento di qualsiasi diritto, rivendicazione o base di rivendicazione suddetti;

d) incidere sul disposto dell'Articolo IV, paragrafo 2, del Trattato Antartico per cui nessuna nuova rivendicazione, o ampliamento di una rivendicazione esistente, in materia di sovranità territoriale in Antartide verrà presentata mentre il Trattato Antartico è in vigore.

Articolo V

1. Le Parti Contraenti che non sono Parti al Trattato Antartico riconoscono gli obbligi e le responsabilità speciali delle Parti Consultive del Trattato Antartico per la protezione e conservazione dell'ambiente dell'area del Trattato Antartico.

2. Le Parti Contraenti che non sono Parti al Trattato Antartico convengono che, nelle loro attività nell'area del Trattato Antartico, osserveranno, come e quando opportuno, le Disposizioni Concordate per la Conservazione della Fauna e Flora dell'Antartide e quelle altre disposizioni che siano state raccomandate dalle Parti Consultive del Trattato Antartico in ottemperanza alle loro responsabilità per la protezione dell'ambiente Antartico da ogni forma di interferenza umana nociva.

3. Ai fini della presente Convenzione, per " Parti Consultive del Trattato Antartico" si intendono le Parti Contraenti al Trattato Antartico i cui Rappresentanti prendono parte alle riunioni di cui all'Art. IX del Trattato Antartico.

Articolo VI

Nulla di quanto contenuto nella presente Convenzione derogherà ai diritti e agli obblighi delle Parti Contraenti ai sensi della Convenzione Internazionale per la Regolamentazio

ne della Caccia alle Balene e della Convenzione per la Conservazione delle Foche Antartiche.

Articolo VII

1. Le Parti Contraenti con il presente atto stabiliscono e convengono di mantenere la Commissione per la Conservazione delle Risorse Marine Viventi dell'Antartide (qui di seguito citata come "la Commissione").

2. La Commissione sarà composta nel modo seguente:

a) ogni Parte Contraente, che ha preso parte alla riunione in cui è stata adottata la presente Convenzione, sarà membro della Commissione;

b) ogni Stato, che abbia aderito alla presente Convenzione ai sensi dell'Articolo XXIX, avrà il diritto di essere membro della Commissione nel periodo di tempo in cui detta parte aderente sia impegnata in attività di ricerca o di prelievo relativamente alle risorse marine viventi cui si applica la presente Convenzione;

c) ogni organizzazione regionale d'integrazione economica, che abbia aderito alla presente Convenzione ai sensi dell'Articolo XXIX, avrà diritto ad essere membro della Commissione nel periodo di tempo in cui i suoi Stati membri avranno tale diritto;

d) una Parte Contraente, che desideri prendere parte ai lavori della Commissione ai sensi dei precedenti commà b) e c), notificherà al Depositario le basi su cui desidera divenire membro della Commissione e la sua disponibilità ad accettare le disposizioni di conservazione in vigore. Il Depositario comunicherà a ciascun membro della Commissione tale notifica e le informazioni che l'accompagnano. Entro due mesi dal ricevimento di detta comunicazione da parte del Depositario, qualsiasi membro della Commissione potrà chiedere di convocare una riunione speciale della Commissione per esaminare la questione. Al riceviemnto di detta richiesta, il Depositario convocherà tale riunione. Se non venisse richiesta una tale riunione, si riterrà che la Parte Contraente che ha presentato la notifica abbia soddisfatto i requisiti per divenire membro della Commissione.

3. Ciascun membro della Commissione sarà rappresentato da un Rappresentante, che potrà essere accompagnato da rappresentanti e consulenti supplenti.

Articolo VIII

La Commissione avrà personalità giuridica e godrà nel territorio di ogni Stato Parte della capacità giuridica necessaria per svolgere le sue funzioni e raggiungere gli scopi della presente Convenzione. I privilegi e le immunità di cui godranno la Commissione ed il suo personale sul territorio di uno Stato Parte verranno determinati mediante un accordo tra la Commissione e lo Stato Parte interessato.

Articolo IX

1. La Commissione avrà il compito di dare effetto agli obiettivi ed ai principi stabiliti all'Articolo II della presente Convenzione. A questo fine, essa dovrà:

a) facilitare la ricerca e studi completi sulle risorse marine viventi dell'Antartide e sull'ecosistema marino antartico;

b)raccogliere i dati sullo stato ed i cambiamenti delle popolazioni delle risorse marine viventi dell'Antartide e sui fattori che incidono sulla distribuzione, abbondanza e produttività delle specie prelevate e delle specie o popolazioni dipendenti o affini,

c) assicurare l'acquisizione di statistiche sul

pescato e sugli sforzi compiuti relativamente al le popolazioni prelevate;

d) analizzare, diffondere e pubblicare le informazioni di cui ai precedenti comma b) e c) e i rapporti del Comitato Scientifico;

e) identificare le esigenze di conservazione ed analizzare l'efficacia delle disposizioni per la conservazione;

f) formulare, adottare e rivedere le disposizio ni per la conservazione sulla base delle più ade guate conoscenze scientifiche disponibili, subor dinatamente alle disposizioni del paragrafo 5 del presente Articolo;

g) attuare il sistema di osservazione e ispezio ne stabilito ai sensi dell'Articolo XXIV della presente Convenzione;

h) espletare ogni altra attività che sia necessa ria per raggiungere gli obiettivi della presente Convenzione;

2. Le disposizioni per la conservazione di cui al precedente paragrafo 1 f) comprendono quanto segue:

a) la designazione della quantità di qualsiasi specie che possa essere prelevata nell'area cui si applica la presente Convenzione;

b) la determinazione delle regioni e sotto-regioni, basata sulla distribuzione delle popolazioni delle risorse marine viventi dell'Antartide;

c) la determinazione della quantità che può essere prelevata dalle popolazioni delle regioni e delle sotto-regioni;

d) la determinazione delle specie protette;

e) la determinazione delle dimensioni, età e, ove opportuno, del sesso per le specie che possono essere prelevate;

f) la determinazione dell'apertura e della chiusura delle stagioni per il prelievo;

g) la determinazione dell'apertura e della chiusura delle aree, delle regioni e sotto-regioni ai fini degli studi scientifici e della conservazione, ivi incluse aree speciali per la protezione gli studi scientifici;

h) la regolamentazione degli sforzi effettuati e dei metodi di prelievo, ivi incluso l'equipaggiamento per la pesca, per evitare, tra l'altro, una indebita concentrazione del prelievo in qualsiasi regione o sotto-regione;

i) l'adozione di ogni altra disposizione per la conservazione che la Commissione ritenga necessaria per il raggiungimento degli obiettivi della presente Convenzione, ivi incluse le disposizio-

ni riguardanti gli effetti delle attività di prelievo e attività connesse, sulle componenti dell'ecosistema marino diverse dalle popolazioni prelevate.

3. La Commissione pubblicherà e terrà un registro di tutte le disposizioni sulla conservazione che sono in vigore.

4. Nell'esercizio delle proprie funzioni, ai sensi del precedente paragrafo 1, la Commissione terrà pienamente conto delle raccomandazioni e della consulenza del Comitato. Scientifico.

5. La Commissione terrà pienamente conto di qualsiasi disposizione o regolamento pertinente fissato o raccomandato dalle Riunioni Consultive ai sensi dell'Articolo IX del Trattato Antartico, ovvero dalle esistenti Commissioni sulla pesca, responsabili per quelle specie che potrebbero entrare nell'area cui si applica la presente Convenzione, al fine di evitare qualsiasi incongruenza tra i diritti e gli obblighi di una Parte Contraente in forza di detti regolamenti o disposizioni e le disposizioni per la conservazione che possano essere adottate dalla Commissione.

6. Le disposizioni relative alla conservazione, adottate dalla Commissione in conformità alla presente Convenzione, verranno attuate dai membri della Commissione nel modo seguente:

a) la Commissione notificherà le disposizioni per la conservazione a tutti i membri della Commissione;

b) le disposizioni per la conservazione diventeranno vincolanti per tutti i membri della Commissione 180 giorni dopo detta notifica, salvo quanto previsto ai seguenti comma c) e d);

c) se un membro della Commissione notifica alla stessa, entro 90 giorni dopo la notifica di cui al comma a), di non essere in grado di accettare, in tutto o in parte, la disposizione per la conservazione, la disposizione non sarà vincolante, nella misura dichiarata, per tale membro della Commissione;

d) qualora un qualsiasi membro della Commissione invochi la procedura di cui al precedente comma c), la Commissione si riunirà, su richiesta di un membro della Commissione, per riesaminare la disposizione per la conservazione. Al momento della riunione in questione ed entro 30 giorni successivi alla stessa, qualsiasi membro della Commissione avrà il diritto di dichiarare che non è più in grado di accettare la disposizione per la conservazione; in tal caso, il membro non sarà più vincolato da detta disposizione.

Articolo X

1. La Commissione attirerà l'attenzione di qualsiasi Stato che non sia Parte alla presente Convenzione su qualsiasi attività intrapresa dai suoi cittadini o imbarcazioni che, a giudizio della Commissione, incida sull'attuazione degli obiettivi della presente Convenzione.

2. La Commissione attirerà l'attenzione di tutte le Parti Contraenti su qualsiasi attività che, a giudizio della Commissione, incida sull'attuazione da parte di una Parte Contraente degli obiettivi della presente Convenzione, ovvero sul rispetto da parte di detta Parte Contraente dei propri obblighi ai sensi della presente Convenzione.

Articolo XI

La Commissone cercherà di cooperare con le Parti Contraenti che possono esercitare la giurisdizione nelle aree marine adiacenti all'area cui si applica la presente Convenzione per quanto attiene alla conservazione di qualsiasi classe o classi di specie affini che si attui sia entro dette aree sia nell'area cui si applica la presente Convenzione, al fine di armonizzare le disposizioni relative alla conservazione adottate riguardo a dette classi.

Articolo XII

1. Le decisioni della Commissione su questioni di sostanza verranno adottare all'unanimità. La decisione se una questione sia o meno di sostanza verrà trattata con le procedure che regolano una questione di sostanza.

2. Le decisioni su questioni diverse da quelle citate al precedente pragrafo 1 verranno adottate a maggioranza semplice dei membri della Commissione presenti e votanti.

3. Nell'esame da parte della Commissione di un qualsiasi argomento che richieda una decisione dovrà chiarirsi se una organizzazione regionale d'integrazione economica prenderà parte all'adozione di detta decisione e, in caso positivo, se anche uno qualsiasi dei suoi Stati membri vi prenderà parte. Il numero di Parti Contraenti che vi prenderanno parte a queste condizioni non dovrà essere superiore al numero degli Stati membri dell'organizzazione regionale d'integrazione economica che sono membri della Commissione.

4. Nell'adozione delle decisioni, in ottemperanza al presente Articolo, un'organizzazione regionale di integrazione economica disporrà di un solo voto.

Articolo XIII

1. Il Quartier Generale della Commissione avrà sede a Honart, Tasmania, Australia.

2. La Commissione terrà una riunione ordinaria annuale. Altre riunioni verranno altresì tenute su richiesta di un terzo dei suoi membri e nelle altre circostanze previste dalla presente Convenzione.

La prima riunione della Commissione si terrà entro 3 mesi dall'entrata in vigore della presente Convenzione, a condizione che tra le Parti contraenti vi siano almeno due Stati che conducano attività di prelievo entro l'area cui si applica la presente Convenzione. La prima riunione dovrà, comunque, tenersi entro 1 anno dall'entrata in vigore della presente Convenzione. Il Depositario consulterà gli Stati firmatari circa la prima riunione della Commissione, tenendo presente che, per l'efficace funzionamento della Commissione, è necessaria un'ampia rappresentanza di detti Stati.

3. Il Depositario convocherà la prima riunione della Commissione presso il Quartier Generale. Successivamente le riunioni della Commissione si terranno nel medesimo Quartier Generale, salvo che si decida diversamente.

4. La Commissione eleggerà tra i suoi membri un Presidente ed un Vice-Presidente, ciascuno dei quali resterà in carica per 2 anni ed avrà diritto a essere rieletto per un ulteriore periodo di 2 anni. Tuttavia, il primo Presidente verrà eletto per un periodo iniziale di 3 anni. Il Presidente ed il Vice-Presidente non potranno essere rappresentanti della stessa Parte Contraente.

5. La Commissione adotterà ed emenderà, a seconda delle necessità, le norme di procedura per la condotta delle proprie riunioni, salvo per quanto attiene alle questioni di cui all'Articolo XII della presente Convenzione.

6. La Commissione potrà istituire quegli organi sussidiari che reputi necessari per l'espletamento delle proprie funzioni.

Articolo XIV

1. Le Parti Contraenti istituiscono con il presente Atto il Comitato Scientifico per la Conservazione delle Risorse Marine Viventi dell'Antartide (qui di seguito citato come "il Comitato Scientifico), che sarà un organo consultivo della Commissione. Il Comitato Scientifico si riunirà di norma presso il Quartier Generale della Commissione, salvo che esso non decida altrimenti.

2. Ciascun membro della Commissione sarà membro del Comitato Scientifico e nominerà un rappresentante con opportune qualifiche scientifiche, che potrà essere accompagnato da altri esperti e consulenti.

3. Il Comitato Scientifico potrà richiedere, su una base "ad hoc", la consulenza di altri scienziati ed esperti che possa rendersi necessaria.

Articolo XV

1. Il Comitato Scientifico costituirà un foro di consultazione e cooperazione per la raccolta, lo studio e lo scambio di informazioni relative alle risorse marine viventi cui si applica la presente Convenzione. Esso incoraggerà e promuoverà

la cooperazione nel campo della ricerca scientifica, al fine di ampliare la conoscenza delle risorse marine viventi dell'ecosistema marino antartico.

2. Il Comitato Scientifico condurrà quelle attività assegnategli dalla Commissione in ottemperanza agli obiettivi della presente Convenzione, e dovrà inoltre:

a) fissare i criteri e i metodi da impiegarsi per la determinazione delle disposizioni relative alla conservazione, di cui all'Articolo IX della presente Convenzione;

b) valutare regolarmente lo stato e le tendenze delle popolazioni delle risorse marine viventi dell'Antartide;

c) analizzare i dati riguardanti gli effetti diretti ed indiretti del prelievo sulle popolazioni delle risorse marine viventi dell'Antartide;

d) valutare gli effetti dei cambiamenti proposti relativamente ai metodi o ai livelli di prelievo e delle proposte relative alle disposizioni per la conservazione;

e) trasmettere alla Commissione valutazioni, analisi, relazioni e raccomandazioni, su richiesta ovvero di propria iniziativa, riguardo alle disposizioni ed alle ricerche intese ad attuare gli obiettivi della presente Convenzione;

f) formulare proposte per l'attuazione di programmi di ricerca internazionali e nazionali relativi alle risorse marine viventi dell'Antartide.

3. Nello svolgimento delle sue funzioni, il Comitato Scientifico terrà conto del lavoro di altre organizzazioni tecniche e scientifiche pertinenti e delle attività scientifiche svolte nell'ambito del Trattato Antartico.

Articolo XVI

1. La prima riunione del Comitato Scientifico dovrà tenersi entro 3 mesi dalla prima riunione della Commissione. Successivamente il Comitato Scientifico si riunità tanto spesso quanto sarà necessario per l'espletamento delle proprie funzioni.

2. Il Comitato Scientifico adotterà ed emenderà, a seconda del caso, le proprie norme di procedura. Dette norme e ogni loro emendamento verranno approvati dalla Commissione. Esse comprenderanno anche le procedure per la presentazione delle relazioni di minoranza.

3. Il Comitato Scientifico potrà istituire, su approvazione della Commissione, quegli organismi sussidiari che si renderanno necessari per espletare le sue funzioni.

Articolo XVII

1. La Commissione nominerà un Segretario Esecutivo,

che coadiuverà sia la Commissione sia il Comitato Scientifico, in base alle procedure, termini e condizioni fissati dalla Commissione. La durata della sua carica sarà di 4 anni ed egli avrà diritto ad essere rieletto.

2. La Commissione autorizzerà il reperimento del personale del Segretariato che si renderà necessario ed il Segretario Esecutivo nominerà, dirigerà ed eserciterà la sua supervisione su detto personale, in base alle norme e procedure ed ai termini ed alle condizioni fissati dalla Commissione.

3. Il Segretario Esecutivo ed il Sègretariato svolgeranno le funzioni affidate loro dalla Commissione.

Articolo XVIII

Le lingue ufficiali della Commissione e del Comitato Scientifico saranno l'inglese, il francese, il russo e lo spagnolo.

Articolo XIX

1. In occasione di ogni riunione annuale, la Commissione adotterà all'unanimintà il proprio bilancio e quello del Comitato Scientifico.

2. Un progetto di bilancio per la Commissione ed il Comitato Scietifico e per ogni organo sussidiario verrà predisposto dal Segretario Esecutivo e sottoposto ai membri della

Commissione almeno 60 giorni prima della riunione annuale della Commissione.

3. Ciascun membro della Commissione contribuirà al bilancio. Fino allo scadere del 5° anno successivo all'entrata in vigore della presente Convenzione, il contributo di ciascun membro della Commissione sarà eguale. Successivamente, il contributo verrà determinato sulla base di due criteri: l'ammontare dei prelievi ed una quota eguale per tutti i membri della Commissione. la Commissione determinerà all'unanimità la proporzione in base alla quale si applicheranno questi due criteri.

4. Le attività finanziarie della Commissione e del Comitato Scientifico verranno condotte conformememnte ai regolamenti finanziari adottati dalla Commissione e saranno soggette ad una verifica ufficiale annuale effettuata da Revisori prescelti dalla Commissione.

5. Ogni membro della Commissione sosterrà le proprie spese derivanti dalla partecipazione alle riunioni della Commissione e del Comitato Scientifico.

6. Un membro della Commissione che non versi il proprio contributo per due anni consecutivi non avrà il diritto, nel periodo in cui si trova in debito, a prendere parte all'adozione delle decisioni in seno alla Commissione.

Articolo XX

1. I membri della Commissione forniranno annualmente alla Commissione ed al Comitato Scientifico, dati ed informazioni statistiche, biologiche e d'altra natura che possano essere richiesti dalla Commissione e dal Comitato Scientifico nell'espletamento delle proprie funzioni.

2. I membri della Commissione forniranno, nei modi e tempi richiesti, informazioni circa le loro attività di prelievo, incluse le aree e le imbarcazioni per la pesca, così da permettere la compilazione di statistiche attendibili sul pescato e sugli sforzi compiuti.

3. I Membri della Commissione forniranno alla Commissione, nei tempi prescritti, informazioni sui provvedimenti presi per attuare le misure di conservazione adottate dalla Commissione.

4. I membri della Commissione convengono che in ogni loro attività di prelievo si dovranno utilizzare le possibilità di raccogliere i dati necessari per valutare l'impatto del prelievo.

Articolo XXI

1. Ciascuna Parte Contraente adotterà, nell'ambito della propria competenza, misure adeguate per assicurare la osservanza delle disposizioni contenute nella presente Convenzione e delle disposizioni sulla conservazione adottate dalla Commissione, che la Parte è tenuta a rispettare in conformità allo Articolo IX della presente Convenzione.

2. Ciascuna Parte Contraente trasmetterà alla

Commissione informazioni sulle misure adottate in ottemperanza al precedente paragrafo, ivi inclusa l'imposizione di sanzioni per qualsiasi violazione.

Articolo XXII

1. Ciascuna Parte Contraente si impegna a compiere sforzi appropriati, in conformità alla Carta delle Nazioni Unite, onde evitare che qualcuno si impegni in qualsiasi attività contraria agli obiettivi della presente Convenzione.

2. Ciascuna Parte Contraente notificherà alla Commissione ogni attività del genere, di cui venga a conoscenza.

Articolo XXIII

1. La Commissione ed il Comitato Scientifico coopereranno con le Parti Consultive al Trattato Antratico su questioni che ricadano nella sfera di competenza di queste ultime.

2. La Commissione ed il Comitato Scientifico coopereranno, ove opportuno, con l'Organizzazione per l'Alimentazione e l'Agricoltura (FAO) delle Nazioni Unite e con altre Agenzie Specializzate.

3. La Commissione ed il Comitato Scientifico cercheranno di sviluppare, ove opportuno, relazioni di lavoro in cooperazione con organizzazioni intergovernative e non governative che possano contribuire al loro lavoro, ivi inclusi il Comitato Scientifico sulla Ricerca Antartica, il Comitato Scientifico sulle Ricerche Oceaniche e la Commissione Internazionale per la Caccia alle Balene.

4. La Commissione potrà stipulare accordi con le organizzazioni di cui al presente Articolo e con altre organizzazioni, a seconda del caso. La Commissione ed il Comitato Scientifico potranno invitare dette organizzazioni ad inviare degli osservatori alle loro riunioni ed alle riunioni dei loro organismi.

Articolo XXIV

1. Al fine di promuovere gli obiettivi ed assicurare l'osservanza delle disposizioni della presente Convenzione, le Parti Contraenti convengono di creare un sistema di osservazione ed ispezione.

2. Il sistema di osservazione ed ispezione verrà stabilito dalla Commissione sulla base dei seguenti principi:

a) le Parti Contraenti coopereranno tra loro per assicurare l'efficace attuazione del sistema di osservazione e di ispezione, tenuto conto delle esistenti prassi internazionali. Tale sistema dovrà comprendere, tra l'altro, procedure relative alla salita a bordo ed alla ispezione da parte di osservatori ed ispettori designati dai membri della Commissione e le procedure relative ai procedimenti (giudiziari) ed alle sanzioni da parte dello Stato di bandiera sulla base di prove risultanti da detta salita a bordo ed ispezione. Un rapporto su detti procedimenti (giudiziari) e sanzioni imposte verrà incluso fra le informazioni di cui all'Art. XXI della presente Convenzione.

b) al fine di verificare l'osservanza delle disposizioni adottate ai sensi della presente Convenzione, l'osservazione e l'ispezione verranno effettuate a bordo di imbarcazioni impegnate nella ricerca scientifica o nel prelievo di risorse marine viventi nell'area cui si applica la presente Convenzione, da parte di osservatori ed ispettori designati dai membri della Commissione, che operino in base ai termini ed alle condizioni che verranno fissati dalle Commissione;

c) gli osservatori e gliispettori designati resteranno soggetti alla giurisdizione della Parte Contraente di cui sono cittadini. Essi faranno rapporto al membro della Commissione da cui sono stati designati che, a sua volta, farà rapporto alla Commissione.

3. In attesa della creazione del sistema di osservazione ed ispezione, i membri della Commissione cercheranno di fissare intese interinali per la designazione di osservatori ed ispettori e detti osservatori ed ispettori designati avranno il diritto di eseguire ispezioni in conformità ai principi stabiliti al precedente paragrafo 2.

Articolo XXV

1. Qualora dovesse sorgere una controversia tra due o più Parti Contraenti riguardo alla interpretazione o alla applicazione della presente Convenzione, tali Parti Contraenti si consulteranno tra loro al fine di dirimere la controversia tramite negoziato, inchiesta, mediazione, conciliazione, arbitrato, decisione giudiziale o altro mezzo pacifico a loro scelta.

2. Qualsiasi controversia di tal genere che non venga risolta dovrà, ogni volta con il consenso di tutte le Parti in causa, essere deferita per la soluzione alla Corte Internazionale di Giustizia, ovvero essere sottoposta ad arbitrato; ma il mancato raggiungimento di un accordo per deferire la questione alla Corte Internazionale, ovvero risolverla tramite arbitrato, non solleverà le Parti in causa dalla responsabilità di continuare a cercare di risolverla mediante uno dei modi pacifici di cui al precedente paragrafo 1.

3. Nei casi in cui la controversia viene sottoposta ad arbitrato, il tribunale arbitrale dovrà essere costituito come stabilito nell'Allegato alla presente Convenzione.

Articolo XXVI

1. La presente Convenzione sarà aperta a Camberra dal 1 agosto al 31 dicembre 1980 alla firma degli Stati Partecipanti alla Conferenza sulla Conservazione delle Risorse Marine Viventi dell'Antartide, tenutasi a Camberra dal 7 al 20 maggio 1980.

2. Gli Stati che la firmeranno saranno considerati gli Stati firmatari originari della Convenzione.

Articolo XXVII

1. La presente Convenzione è soggetta a ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati firmatari.

2. Gli Strumenti di ratifica, accettazione o approvazione verranno depositati presso il Governo australiano, con il presente Atto desiganto quale Depositario.

Articolo XXVIII

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data del deposito dell'ottavo strumento di ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati di cui al paragrafo 1 dell'Articolo XXVI della presente Convenzione.

2. Per ciascuno Stato o organizzazione regionale di integrazione economica che depositi, successivamente all'entrata in vigore della presente Convenzione, uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione la Convenzione entrerà in vigore il 30° giorno successivo a detto deposito.

Articolo XXIX

1. La presente Convenzione sarà aperta all'adesio

ne da parte di qualsiasi Stato interessato alle attività di ricerca o di prelievo relativamente alle risorse marine viventi cui si applica la presente Convenzione.

2. La Convenzione sarà aperta all'adesione di organizzazioni regionali di integrazione economica costituite da Stati sovrani che comprendano tra i propri membri uno o più Stati membri della Commissione ed alle quali gli Stati membri delle organizzazioni stesse hanno trasferito, in tutto o in parte, competenze relative alle questioni oggetto della presente Convenzione. L'adesione di dette organizzazioni regionali di integrazione economica saranno soggette a consultazioni tra i membri della Commissione.

Articolo XXX

1. La presente Convenzione potrà essere emendata in qualsiasi momento.

2. Se un terzo dei membri della Commissione richiede la convocazione di una riunione per discutere una proposta di emendamento, il Depositario convocherà detta riunione

3. Un emendamento entrerà in vigore quando il Depositario avrà ricevuto gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione relativi allo stesso da parte di tutti i membri della Commissione.

4. Successivamente tale emendamento entrerà in vigore per qualsiasi altra Parte Contraente quando il Depositario avrà ricevuto da essa la notifica della sua ratifica, accettazione o approvazione. Si riterrà che ogni Parte Contraente dalla

quale non sia pervenuta detta notifica entro un termine di un anno dalla data di entrata in vigore dell'emendamento, avvenuta in conformità al precedente paragrafo 3, si sia ritirata dalla presente Convenzione.

Articolo XXXI

1. Ogni Parte Contraente potrà ritirarsi dalla presente Convenzione il 30 giugno di qualsiasi anno, dandone notifica per iscritto non oltre il 1 gennaio dello stesso anno al Depositario, il quale, ricevuta detta notifica, la comunicherà immediatamente alle altre Parti Contraenti.

2. Ogni altra Parte Contraente potrà, entro 60 giorni dal ricevimento della copia di detta notifica da parte del Depositario, notificare per iscritto al Depositario il proprio ritiro ; in tal caso il 30 giugno dello stesso anno la Convenzione cesserà di avere vigore rispetto alla Parte Contraente che abbia effettuato detta notifica.

3. Il ritiro dalla presente Convenzione da parte di un qualsiasi membro della Commissione non avrà effetto sui suoi obblighi finanziari derivanti dalla presente Convenzione

Articolo XXXII

Il Depositario notificherà a tutte le Parti Contraenti quanto segue:

a) la firma della presente Convenzione ed il deposito degli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione

b) la data di entrata in vigore della presente Convenzione e di ogni emendamento alla stessa.

Articolo XXXIII

1. La presente Convenzione i cui testi, in inglese, francese, russo e spagnolo fanno egualmente fede, verrà depositata presso il Governo Australiano, che ne trasmetterà copie autenticate a tutte le Parti firmatarie e aderenti.

2. La presente Convenzione verrà registrata dal Depositario, in ottemperanza all'Art. 102 della Carta delle Nazioni Unite

Fatto a Canberra questo ventesimo giorno di maggio 1980.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

ALLEGATO RELATIVO AL TRIBUNALE ARBITRALE

1. Il Tribunale Arbitrale di cui al parafo 3 dell'Artico XXV sarà composto da tre arbitri che verranno nominati come segue:

a) La Parte che dà l'avvio al procedimento comunicherà il nome di un arbitro all'altra Parte la quale, a sua volta, entro un termine di 40 giorni successivi a detta notifica, comunicherà il nome del secondo arbitro. Entro un termine di 60 giorni successivi alla designazione del secondo arbitro le Parti dovranno nominare il terzo arbitro, che dovrà essere di nazionalità diversa da quella dei due primi arbitri. Il terzo abitro presiederà il Tribunale.

b) Qualora il secondo arbitro non venga nominato entro il termine fissato, ovvero qualora le Parti non abbiano raggiunto un accordo sulla nomina del terzo arbitro entro il termine fissato , detto arbitro verrà nominato, su richiesta di una delle Parti, dal Segretario Generale del Tribunale Permanente di Arbitrato fra quelle personalità di fama internazionale che non siano cittadini di uno stato Parte alla presente Convenzione.

2. Il Tribunale Arbitrale deciderà dove fissare la propria sede ed adotterà proprie norme di procedura.

3. Le decisioni del Tribunale Arbitrale verranno adottate a maggioranza ed i suoi membri non avranno la facoltà di astenersi dal voto.

4. Qualsiasi Parte Contraente,che non sia parte in causa nella controversia,potrà intervenire nel procedimento,con il consenso del Tribunale Arbitrale.

5. Le decisioni del Tribunale Arbitrale saranno definitive e vincolanti per tutte le Parti in causa nella controversia e per ogni Parte che intervenga nel procedimento e ad esse dette Parti dovranno conformarsi senza indugio.Il Tribunale Arbitrale, su richiesta di una delle Parti in causa nella controversi o di qualsiasi Parte che vi intervenga,fornirà un interpretazione della propria decisione.

6.Salvo diversa decisione del Tribunale Arbitrale a causa delle particolari circostanze del caso,le spese del Tribunale,ivi inclusi gli onorari dei suoi membri,verranno sostenute dalle Parti in causa in eg ale misura.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 601):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 7ª, 8ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 aprile 1988.

Relazione scritta annunciata il 10 maggio 1988 (atto n. 601/*A* - relatore sen. TAGLIAMONTE).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2824):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 14 giugno 1988, con pareri delle commissioni I, II, V, VII, VIII e IX.

Esaminato dalla III commissione il 9 novembre 1988.

Relazione scritta annunciata il 15 novembre 1988 (atto n. 2824/*A* - relatore on. PORTATADINO).

Esaminato in aula il 12 dicembre 1988 e approvato il 13 dicembre 1988.

89G0028

LEGGE 2 gennaio 1989, n. **18.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione turistica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica argentina, firmato a Buenos Aires il 20 dicembre 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di cooperazione turistica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica argentina, firmato a Buenos Aires il 20 dicembre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 12 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 gennaio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO DI COOPERAZIONE TURISTICA TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ARGENTINA

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica argentina, animati dal desiderio di stringere ancora di più i legami di amicizia già esistenti; nell'intendimento che il turismo è un diritto sociale dell'uomo, il quale ha diritto di fruire su di un piano di uguaglianza della propria cultura e di quelle di altri popoli della Terra; considerando gli statuti dell'Organizzazione mondiale del turismo, e le dichiarazioni di Manila e di Acapulco; intesi a rendere più stretta la collaborazione nel campo del turismo e a far sì che detta collaborazione sia la più fruttuosa possibile, hanno concluso il seguente Accordo:

CONDIZIONI PRELIMINARI

Articolo 1.

Le Parti porranno una particolare attenzione allo sviluppo e ampliamento delle relazioni turistiche tra i due Paesi, al fine di promuovere la mutua conoscenza delle rispettive Storia, Vita e Cultura.

Articolo 2.

Le Parti costituiranno una Commissione tecnica mista, incaricata delle consultazioni reciproche riferite al presente Accordo, e di ogni altro assunto di carattere turistico che possa essere stabilito tra le stesse. Detta Commissione, composta da funzionari delle Amministrazioni centrali competenti ed integrata da esperti tecnici di ambo le parti, si riunirà con cadenza biennale, alternativamente in Italia e in Argentina.

SCAMBIO DI INFORMAZIONI

Articolo 3.

Le Parti scambieranno informazioni, per mezzo dei propri organismi ufficiali di turismo, sulle rispettive disposizioni di legge, incluso ciò che si riferisce alla conservazione e protezione delle risorse naturali e culturali, insediamenti turistici, agenzie di viaggio, attività settoriali professionali ed ogni altro argomento affine.

Articolo 4.

Le Parti scambieranno informazioni, per mezzo dei propri organismi ufficiali di turismo, sulle tecniche di amministrazione alberghiera e di

pensioni, sulle rispettive esperienze di organizzazione e gestione di servizi turistici.

Articolo 5.

Le due Parti scambieranno informazioni sull'equipaggiamento e i servizi destinati specialmente al turismo sociale e studentesco.

PROMOZIONE

Articolo 6.

Le Parti promuoveranno la pubblicità turistica reciproca, le attività informative e di propaganda, e lo scambio di materiale stampato e di pellicole cinematografiche, con il fine di mantenere informati adeguatamente i rispettivi popoli sulle possibilità turistiche offerte.

Articolo 7.

Ciascuna delle Parti, nell'interesse della divulgazione delle proprie attrattive turistiche, collaborerà, nella misura delle proprie possibilità, alle esposizioni turistiche organizzate dall'altra Parte, e promuoverà le visite di familiarizzazione reciproca di agenti di viaggio e giornalisti specializzati.

Articolo 8.

Le Parti faranno in modo che le organizzazioni turistiche rispettino la realtà sociale, storica e culturale dei due Paesi, sia nella pubblicità che nell'informazione.

FORMAZIONE

Articolo 9.

Le Parti si scambieranno informazioni riguardanti i propri programmi di formazione, conoscenze tecniche e altri aspetti in relazione con lo sviluppo dell'offerta di servizi turistici.

Articolo 10.

Le due Parti promuoveranno programmi bilaterali con borse di studio messe a disposizione di quelle istituzioni di insegnamento e di formazione che formino personale specializzato.

CONSULTAZIONI

Articolo 11.

Il presente Accordo potrà essere modificato previo assenso delle Parti, su proposta di ciascuna di esse.

Le modifiche deliberate secondo quanto detto nel paragrafo anteriore saranno formalizzate attraverso uno Scambio di Note diplomatiche e entreranno in vigore alla data in cui le Parti si comunicheranno reciprocamente di aver concluso le operazioni legali necessarie a tale fine.

DURATA

Articolo 12.

Il presente Accordo entrerà in vigore a partire dalla data nella quale le Parti si comunichino reciprocamente di aver compiuto le operazioni legali necessarie a tale fine, tale comunicazione avverrà per via diplomatica; l'Accordo avrà una durata di sei anni, prorogabili, per riconduzione tacita, per periodi ulteriori di sei anni.

Parimenti esso potrà essere denunciato in qualsiasi momento, da una delle due Parti, mediante notifica scritta, presentata con almeno sei mesi di anticipo rispetto alla data di scadenza dell'Accordo, nel quale caso i programmi e progetti in corso di esecuzione che siano stati intrapresi durante la vigenza dell'Accordo non verranno interrotti.

FATTO nella città di Buenos Aires il giorno venti del mese di dicembre millenovecentottantacinque in due esemplari originali, in lingua italiana e in lingua spagnola, entrambi i testi facenti fede.

In fede,

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ARGENTINA

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 638):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 18 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 20 luglio 1988 (atto n. 638/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 3 agosto 1988.

Camera dei deputati (atto n. 3109):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri delle commissioni V, VII e X.

Esaminato dalla III commissione il 1° dicembre 1988.

Relazione scritta annunciata il 6 dicembre 1988 (atto n. 3109/*A* - relatore on. PORTATADINO).

Esaminato in aula il 12 dicembre 1988 e approvato il 13 dicembre 1988.

89G0029

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651317) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.